

*Questions orales*

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Nous avons un gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont pleins pouvoirs et par l'intermédiaire des arrangements, par exemple, que nous débattons aujourd'hui, ils auront des moyens fiscaux considérables pour remplir cette responsabilité.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

[Français]

**LES DÉPENSES D'ÉLECTIONS**

LA RAISON DU PRÉTENDU RETARD DES DÉPUTÉS LIBÉRAUX À PRÉSENTER LE RAPPORT DES CONTRIBUTIONS

**M. C.-A. Gauthier (Roberval):** Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Ma question concerne le rapport sur la collecte des dons aux partis politiques. A la fin de décembre 1976, j'ai obtenu du bureau de M. Hamel tous les rapports sur les dons aux partis politiques pour l'année se terminant le 31 décembre 1975, excepté celui du parti libéral, dont on me dit qu'il ne sera pas prêt avant la fin de juin 1977. L'honorable ministre peut-il d'abord dire à la Chambre si cela est normal, quelles sont les raisons d'un tel retard, et si la loi indique une date-limite pour cette présentation. Je demande cela parce que j'aurai besoin de ce rapport à la fin du mois de mai 1977 au plus tard.

**L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur le président, c'est la responsabilité de mon collègue, l'honorable ministre du Revenu national (M<sup>lle</sup> Bégin), de répondre à cette question.

**M. Gauthier (Roberval):** Monsieur l'Orateur, je croyais que c'était le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, parce que toute la correspondance que j'ai reçue était signée par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Je m'excuse, et j'adresserai ma question au ministre du Revenu national afin qu'elle me donne une réponse, ou qu'elle fasse enquête.

**L'hon. Monique Bégin (ministre du Revenu national):** Je le ferai avec plaisir, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

[Traduction]

**LES AFFAIRES URBAINES**

L'INCIDENCE DE L'EXPANSION DES TRANSPORTS URBAINS SUR LA POLITIQUE INDUSTRIELLE ET SUR L'ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE

**M. J. H. Horner (Crowfoot):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre senior originaire de Toronto, c'est-à-dire le ministre des Finances. Ne croit-il pas qu'en rejetant la promesse de 1974, il rejette une politique industrielle valable pour le Canada et qu'une orientation quelconque vers un réseau de transport urbain au Canada permettrait d'épargner l'énergie?

[M. Broadbent.]

● (1140)

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je le répète, ce n'est pas une question hypothétique en ce qui concerne l'économie de l'énergie, la salubrité du milieu urbain ou même la politique industrielle. Les gouvernements provinciaux disposent de ressources et de pouvoirs importants pour assurer ce genre de service à la collectivité et je ne pense pas qu'il y ait des entraves à ce genre de politique.

**M. Horner:** Notre parti se préoccupe vivement des priorités fixées par le gouvernement. Il paraît pouvoir disposer de 60 millions pour acheter Canadair et de 40 millions pour acheter de Havilland; pourquoi ne trouve-t-il pas d'argent également à affecter aux services que les gens utilisent et qu'ils veulent améliorer?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Ce genre de question entraîne une discussion. La parole est au député de Don Valley.

L'IMPORTANCE DE L'AMÉNAGEMENT D'UN PARC RIVERAIN À TORONTO COMPARATIVEMENT À L'EXPANSION DU TRANSPORT URBAIN

**M. James Gillies (Don Valley):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. Je voudrais lui demander pourquoi on a tenu une autre promesse électorale à Toronto, celle de faire un parc riverain, alors qu'on n'a pas tenu compte de celle-ci. Le gouvernement est-il convaincu qu'il est plus important pour les habitants de Toronto d'avoir un parc qu'un système de transport rapide?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je signale au député que nous avons déjà acheté les terrains riverains avant, et en ce qui concerne nos dépenses, nous avons entrepris de . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Faux jeton!

**M. Macdonald (Rosedale):** Les fonds affectés à cet aménagement ont été dépensés avant que nous décidions de réduire les dépenses du gouvernement.

**Une voix:** Cela vous met dans une mauvaise posture, Don.

\* \* \*

**L'IMPÔT SUR LE REVENU**

PROPOSITION D'OCTROI DE DÉGRÈVEMENTS FISCAUX À DE PLUS NOMBREUSES CATÉGORIES D'INVALIDES

**M. Arnold Malone (Battle River):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné les attentions particulières dont ont été l'objet les gens qui vivent en chaise roulante, ceux qui sont cloués au lit ou qui sont aveugles—cette attention leur a valu un dégrèvement fiscal de \$1,420—le ministre peut-il nous dire s'il considère cette décision équitable, étant donné que deux de ces catégories de personnes, les aveugles et les paraplégiques sont en mesure de travailler? Ne croit-il pas que la notion «d'invalides» peut être élargie de manière à ce que ceux qui ne peuvent travailler puissent bénéficier du même dégrèvement?